



Pôle Achats
5, Allées Antonio Machado
31058 Toulouse Cedex 9

MARCHE DE TRAVAUX

Accord-cadre 2025PATXBDC024

**Réalisation de divers travaux de second œuvre pour les
besoins de l'Université Toulouse Jean Jaurès**

Cahier des clauses administratives particulières C.C.A.P.

Pièce commune à l'ensemble des lots

Table des matières

1. DISPOSITIONS GENERALES	3
1.1 Objet du marché	3
1.2 Mode de passation	3
1.3 Forme du marché	3
1.4 Décomposition	3
1.5 Type d'accord-cadre	4
1.6 Montants de l'accord-cadre	4
1.7 Lieux d'exécution	5
1.8 Variantes / Prestations supplémentaires éventuelles / Options	5
1.9 Durée de l'accord-cadre	6
1.10 Pièces contractuelles	6
1.11 Obligations du titulaire	7
2. DISPOSITIONS PARTICULIERES	11
2.1 Stipulations communes aux accords-cadres	11
2.2 Stipulations propres aux marchés subséquents	13
2.3 Conditions d'exécution des prestations	19
3. DISPOSITIONS FINANCIERES	21
3.1 Avance	21
3.2 Prix	21
3.3 Modalités de règlement des comptes	25
3.4 Pénalités	29
4. AUTRES DISPOSITIONS	32
4.1 Assurances	32
4.2 Résiliation de l'accord-cadre	32
4.3 Modifications relatives au titulaire	33
4.4 Cession et nantissement de créances	34
4.5 Règlement des litiges et langue	34
4.6 Dérogations au CCAG-Travaux	34

1. DISPOSITIONS GENERALES

1.1 Objet du marché

Le présent marché vise la réalisation de divers travaux de second œuvre pour les besoins de l'Université Toulouse Jean Jaurès (UT2J).

1.2 Mode de passation

La consultation en lien avec le présent marché est passée suivant une procédure adaptée ouverte en application des articles L2123-1, R2123-1 et R2123-4 du Code de la commande publique.

1.3 Forme du marché

Le présent marché prend la forme d'un accord-cadre, sans montant minimum et avec des montants maximums, passé en application des articles R2162-1 à R2162-4 du Code de la commande publique.

1.4 Décomposition

Afin de prendre en compte les spécificités du besoin donnant lieu à l'identification de prestations distinctes, le pouvoir adjudicateur a fait le choix d'une décomposition en 8 lots distincts :

Lots	Désignations
1	Fabrication avec pose de menuiseries aluminium pour les sites de l'Université Toulouse Jean Jaurès, hors INSPÉ : <ul style="list-style-type: none"> - Campus principal de l'UT2J au Mirail ; - Centre universitaire de la rue du Taur ; - Institut universitaire de technologie (IUT) de Blagnac ; - Institut universitaire de technologie (IUT) de Figeac.
2	Fabrication avec pose de menuiseries aluminium pour les sites toulousains de l'institut national supérieur du professorat et de l'éducation (INSPÉ) : <ul style="list-style-type: none"> - Site de Croix de Pierre ; - Site de Saint Agne ; - Site de Rangueil.
3	Travaux de serrurerie, métallerie et vitrerie pour les sites de l'Université Toulouse Jean Jaurès, hors INSPÉ : <ul style="list-style-type: none"> - Campus principal de l'UT2J au Mirail ; - Centre universitaire de la rue du Taur ; - Institut universitaire de technologie (IUT) de Blagnac.
4	Travaux de serrurerie, métallerie et vitrerie pour les sites toulousains de l'institut national supérieur du professorat et de l'éducation (INSPÉ) : <ul style="list-style-type: none"> - Site de Croix de Pierre ; - Site de Saint Agne ; - Site de Rangueil.
5	Travaux de démolition, maçonnerie, plâtrerie, isolation, pose de carrelages, de portes et de plinthes pour les sites de l'Université Toulouse Jean Jaurès, hors INSPÉ : <ul style="list-style-type: none"> - Campus principal de l'UT2J au Mirail ; - Centre universitaire de la rue du Taur ; - Institut universitaire de technologie (IUT) de Blagnac.
6	Travaux de démolition, maçonnerie, plâtrerie, isolation, pose de carrelages, de portes et de plinthes pour les sites toulousains de l'institut national supérieur du professorat et de l'éducation (INSPÉ) : <ul style="list-style-type: none"> - Site de Croix de Pierre ;

Accord-cadre 2025PATXBDC024 : Réalisation de divers travaux de second œuvre pour les besoins de l'Université Toulouse Jean Jaurès

Lots	Désignations
	<ul style="list-style-type: none"> - Site de Saint Agne ; - Site de Rangueil.
7	Fourniture, pose, entretien et réparation de volets roulants, brise-soleil et rideaux métalliques pour les sites de l'Université Toulouse Jean Jaurès, hors INSPÉ : <ul style="list-style-type: none"> - Campus principal de l'UT2J au Mirail ; - Centre universitaire de la rue du Taur ; - Institut universitaire de technologie (IUT) de Blagnac.
8	Fourniture, pose, entretien et réparation de volets roulants, brise-soleil et rideaux métalliques pour les sites toulousains de l'institut national supérieur du professorat et de l'éducation (INSPÉ) : <ul style="list-style-type: none"> - Site de Croix de Pierre ; - Site de Saint Agne ; - Site de Rangueil.

Chaque lot fait l'objet d'un accord-cadre attribué à un ou plusieurs opérateurs économiques dans les conditions décrites à l'article 1.5 du présent C.C.A.P.

1.5 Type d'accord-cadre

Le type d'accord-cadre à conclure diffère en fonction du lot concerné :

- **Pour les lots 1 et 2**, l'accord-cadre est multi-attributaires à marchés subséquents conclus en application des articles R2162-2, R2162-5 à R2162-8, R2162-10, R2162-13 et R2162-14 du Code de la commande publique ;
- **Pour les autres lots**, l'accord-cadre est mono-attributaire à bons de commande et conclu en application des articles R2162-2 à R2162-6, R2162-13 et R2162-14 du Code de la commande publique.

1.6 Montants de l'accord-cadre

Conformément à l'article R2162-4 du Code de la commande publique, chaque accord-cadre est conclu dans la limite d'un montant maximum fixé comme suit :

Lots	Désignations	Maximum en € HT
1	Fabrication avec pose de menuiseries aluminium pour les sites de l'Université Toulouse Jean Jaurès, hors INSPÉ	400 000
2	Fabrication avec pose de menuiseries aluminium pour les sites toulousains de l'institut national supérieur du professorat et de l'éducation (INSPÉ)	250 000
3	Travaux de serrurerie, métallerie et vitrerie pour les sites de l'Université Toulouse Jean Jaurès, hors INSPÉ	300 000
4	Travaux de serrurerie, métallerie et vitrerie pour les sites toulousains de l'institut national supérieur du professorat et de l'éducation (INSPÉ)	40 000
5	Travaux de démolition, maçonnerie, plâtrerie, isolation, pose de carrelages, de portes et de plinthes pour les sites de l'Université Toulouse Jean Jaurès, hors INSPÉ	1 000 000
6	Travaux de démolition, maçonnerie, plâtrerie, isolation, pose de carrelages, de portes et de plinthes pour les sites toulousains de l'institut national supérieur du professorat et de l'éducation (INSPÉ)	1 500 000

Accord-cadre 2025PATXBDC024 : Réalisation de divers travaux de second œuvre pour les besoins de l'Université Toulouse Jean Jaurès

7	Fourniture et pose, entretien et réparation de volets roulants, brise-soleil et rideaux métalliques pour les sites de l'Université Toulouse Jean Jaurès, hors INSPÉ	400 000
8	Fourniture et pose, entretien et réparation de volets roulants, brise-soleil et rideaux métalliques pour les sites toulousains de l'institut national supérieur du professorat et de l'éducation (INSPÉ)	250 000

Les montants ainsi définis sont fixés sur toute la durée de l'accord-cadre, périodes de reconduction incluses.

1.7 Lieux d'exécution

Les travaux s'effectueront sur différents sites de l'UT2J comme ci-après :

Lots	Sites concernés	Localisations
1, 3, 5 et 7	Campus de l'université (site du Mirail)	5 allées Antonio Machado – 31058 Toulouse
	Centre universitaire du Taur	56 rue du Taur – 31000 Toulouse
	IUT – Site de Blagnac	1, place Georges Brassens – 31703 Blagnac
2, 4, 6 et 8	INSPÉ – Site de Saint-Agne	56 avenue de l'U.R.S.S. – 31400 Toulouse
	INSPÉ – Site de Croix de Pierre	181 avenue de Muret – 31300 Toulouse
	INSPÉ – Site de Rangueil	118 route de Narbonne – 31400 Toulouse

1.8 Variantes / Prestations supplémentaires éventuelles / Options

1.8.1 Variantes

Les variantes sont interdites.

1.8.2 Prestations supplémentaires éventuelles

Le présent marché ne prévoit pas de prestations supplémentaires éventuelles.

1.8.3 Options : options au sens de la réglementation européenne

1.8.3.1 Marchés à tranches optionnelles

Sans objet.

1.8.3.2 Marchés pour des prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur pourra confier au titulaire du marché, en application des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

La durée pendant laquelle un nouveau marché pourra être conclu ne peut dépasser 3 ans à compter de la notification du présent marché.

1.9 Durée de l'accord-cadre

1.9.1 Durée initiale

Le présent accord-cadre est conclu, à compter de sa notification, pour une durée initiale de 1 an.

1.9.2 Reconduction

A compter de sa date anniversaire, l'accord-cadre est tacitement reconductible pour une même durée, soit 1 an, sans que sa durée maximale, toutes périodes de reconduction confondues, puisse excéder 4 ans. Le nombre de périodes de reconduction est ainsi fixé à trois (3).

La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par le pouvoir adjudicateur au moins 3 mois avant la fin de la durée de validité de l'accord-cadre. Le titulaire ne peut refuser la reconduction.

1.10 Pièces contractuelles

1.10.1 Pièces particulières

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-Travaux, en cas de contradiction entre leurs stipulations, les documents contractuels du marché sont ci-après et prévalent dans l'ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement (A.E.) ;
- Le bordereau des prix unitaires (B.P.U.) ;
- Le devis quantitatif estimatif (D.Q.E.), les quantités annoncées étant sans valeur contractuelle ;
- Le cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) commun à l'ensemble des lots ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) propre à chaque lot ;
- Le mémoire technique du titulaire.

1.10.2 Pièces générales

- Le Code de la commande publique ;
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de travaux (CCAG-Travaux arrêté du 30 mars 2021).

Conformément à l'article 4.2 du CCAG-Travaux, l'exemplaire unique permettant au titulaire de céder ou de nantir des créances sera remis au titulaire, à sa demande et sans frais.

Les exemplaires conservés dans les archives de l'Université Toulouse Jean Jaurès seuls font foi. Ils sont signés par un représentant capable d'engager juridiquement l'entreprise titulaire du marché.

1.10.3 Stipulations relatives à l'application des conditions générales de vente des titulaires

Toute clause portée dans le(s) tarif(s) du titulaire ou documentation quelconque et contraire aux dispositions des autres pièces constitutives est réputée non écrite.

Les conditions générales de vente du titulaire sont concernées par cette disposition.

1.11 Obligations du titulaire

1.11.1 Organisation commerciale

Les titulaires désigneront un interlocuteur dédié à ce marché qui sera notamment responsable de sa mise en place et du suivi d'exécution des prestations, il participera aux réunions contractuelles et sera l'interlocuteur privilégié du pouvoir adjudicateur.

En cas de manquement et de problèmes récurrents dans l'exécution du marché, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'imposer au titulaire le remplacement de celui-ci.

1.11.2 Protection de la main d'œuvre

Les obligations qui s'imposent en la matière aux titulaires sont celles prévues par les lois et règlements en vigueur relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main d'œuvre est employée. En outre, le titulaire est tenu au respect des dispositions des conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail (OIT), notamment lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main d'œuvre est employée.

Les huit conventions fondamentales de l'OIT sont :

- la convention sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical (C87, 1948)
- la convention sur le droit d'organisation et de négociation collective (C98, 1949)
- la convention sur le travail forcé (C29, 1930)
- la convention sur l'abolition du travail forcé (C105, 1957)
- la convention sur l'égalité de rémunération (C100, 1951)
- la convention concernant la discrimination (emploi et profession, C111, 1958)
- la convention sur l'âge minimum (C138, 1973)
- la convention sur les pires formes de travail des enfants (C182, 1999)

Le titulaire avise ses fournisseurs de ce que les obligations et dispositions considérées leur sont applicables et qu'ils restent responsables du respect de celles-ci.

Le titulaire avise ses fournisseurs de ce que les obligations et dispositions considérées leur sont applicables et qu'ils restent responsables du respect de celles-ci.

Le titulaire doit être en mesure de justifier de ce respect en cours d'exécution du marché en fournissant, sur simple demande de l'Université Toulouse Jean Jaurès, tous les justificatifs permettant de démontrer qu'il s'impose le respect des obligations et dispositions considérées.

1.11.3 Protection de l'environnement

1.11.3.1 Normes environnementales

Le titulaire s'engage à respecter les dispositions de l'article 7 du CCAG-Travaux et du Décret n°2021-254 relatif à l'obligation d'acquisition par la commande publique de biens issus du réemploi ou de la réutilisation ou intégrant des matières recyclées.

L'utilisation de véhicules et de carburants plus respectueux de l'environnement est souhaitable. L'Université Toulouse Jean Jaurès souhaite que les véhicules utilisés soient des véhicules à propulsion humaine, des véhicules fonctionnant à l'énergie électrique, au gaz de pétrole liquéfié (GPL), au gaz naturel pour véhicules (GNV), à l'hydrogène ou encore des véhicules hybrides (mixtes électriques et thermiques) conformes aux normes en vigueur.

En tout état de cause, les véhicules utilisés respectent au minimum les prescriptions de la norme EURO 6 ou EURO VI.

Le titulaire doit être en mesure de justifier de ce respect en cours d'exécution du marché en fournissant,

Accord-cadre 2025PATXBDC024 : Réalisation de divers travaux de second œuvre pour les besoins de l'Université Toulouse Jean Jaurès

sur simple demande de l'Université Toulouse Jean Jaurès, tous les justificatifs permettant de démontrer qu'il s'impose le respect des obligations et dispositions considérées.

1.11.3.2 Gestion des déchets de chantier

La valorisation ou l'élimination des déchets créés par les travaux du contrat est de la responsabilité du maître de l'ouvrage en tant que "producteur" de déchets et du titulaire en tant que "détenteur" de déchets, pendant la durée du chantier.

Toutefois, le titulaire reste "producteur" de ses déchets en ce qui concerne les emballages des produits qu'il met en œuvre et les chutes résultant de ses interventions. Le titulaire doit se conformer à la réglementation en vigueur quant à la collecte, au transport, au stockage et à l'évacuation de ses déchets. Il est également de sa responsabilité de fournir les éléments de leur traçabilité.

1.11.3.3 Parc de véhicules utilisés pour la prestation

L'utilisation de véhicules et de carburants plus respectueux de l'environnement est souhaitable. L'Université Toulouse Jean Jaurès. Le parc souhaite que les véhicules utilisés soient des véhicules à propulsion humaine, des véhicules fonctionnant à l'énergie électrique, au gaz de pétrole liquéfié (GPL), au gaz naturel pour véhicules (GNV), à l'hydrogène ou encore des véhicules hybrides (mixtes électriques et thermiques) conformes aux normes en vigueur.

En tout état de cause, les véhicules utilisés respectent au minimum les prescriptions de la norme EURO 6 ou EURO VI.

Le titulaire doit être en mesure de justifier de ce respect en cours d'exécution de l'accord-cadre en fournissant, sur simple demande de l'Université Toulouse Jean Jaurès, tous les justificatifs permettant de démontrer qu'il s'impose le respect des obligations et dispositions considérées.

1.11.4 Protection des données à caractères personnel

1.11.4.1 Relations précontractuelles

Dans le cadre des relations précontractuelles et durant la procédure de marché, le titulaire s'engage à gérer les données personnelles des interlocuteurs de l'Université Toulouse Jean Jaurès d'une manière conforme à la réglementation de protection des données (Loi informatique et libertés, ou de toute autre disposition du droit de l'Union européenne ou du droit des États membres relative à la protection des données).

En conséquence, il transmettra au pouvoir adjudicateur la mention d'information de protections de données (article 12 du Règlement général sur la protection des données « **RGPD** ») et les modalités d'exercice de droit engendrées dans le cadre de sa gestion administrative de notre dossier de consultation des entreprises (DCE).

1.11.4.2 Relations contractuelles

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, le pouvoir adjudicateur et le titulaire s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, (« **RGPD** »), et la Loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative aux fichiers, à l'informatique et aux libertés (« Loi informatique et libertés »).

A ce titre, toute transmission de données à des tiers, y compris au bénéfice d'entités établies hors de l'Union européenne, qui ne serait pas strictement conforme à la réglementation en vigueur est prohibée.

**Accord-cadre 2025PATXBDC024 : Réalisation de divers travaux de second œuvre pour les besoins de l'Université
Toulouse Jean Jaurès**

Le pouvoir adjudicateur a désigné un Délégué à la protection des données (dpo@univ-tlse2.fr) afin de l'associer à tous les sujets relatifs à la protection des données à caractère personnel et contrôler le respect de la réglementation précitée.

Lorsque le titulaire met en œuvre un traitement de données à caractère personnel en lien avec le pouvoir adjudicateur, notamment à l'égard des personnes physiques identifiées ou identifiables placées sous sa responsabilité, le titulaire fournit au pouvoir adjudicateur une documentation lui permettant d'être informé de l'existence de ces activités de traitement et d'en apprécier la conformité, en termes de respect des exigences de la réglementation et de garanties pour la protection des droits des personnes concernées et de la sécurité de leurs données.

- ✓ Cette documentation doit comporter les informations suivantes :
- ✓ le nom et les coordonnées du titulaire et, le cas échéant, du nom et les coordonnées de ces sous-traitants au sens article 28 du règlement UE 2016/679, et les coordonnées de votre délégué à la protection des données lorsqu'il en a désigné un ;
- ✓ les finalités du traitement ;
- ✓ une description des catégories de personnes concernées et des catégories de données à caractère personnel ;
- ✓ les catégories de destinataires auxquels les données à caractère personnel ont été ou seront communiquées, y compris les destinataires dans des pays tiers ou des organisations internationales conformément au chapitre V transfert de données personnel vers des pays tiers ou à des organisations internationales ;
- ✓ le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, ainsi que les documents attestant de l'existence de garanties appropriées conformément au chapitre V transfert de données personnel vers des pays tiers ou à des organisations internationales ;
- ✓ les délais prévus pour l'effacement des différentes catégories de données ;
- ✓ une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles ;
- ✓ le cas échéant, les noms et coordonnées des sous-traitants et sous-traitants ultérieurs (au sens du Code de la commande publique) réalisant des activités de traitement pour le compte du titulaire.

Le titulaire doit agir selon les instructions données par le pouvoir adjudicateur pendant toute la durée de la mise en œuvre du traitement.

Le titulaire informe immédiatement le pouvoir adjudicateur lorsqu'il considère qu'une instruction constitue une violation du RGPD, de la Loi informatique et libertés, ou de toute autre disposition du droit de l'Union européenne ou du droit des États membres relative à la protection des données.

1.11.5 Confidentialité et mesures de sécurité

Le présent marché comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5 du CCAG-Travaux.

Aussi, le titulaire est tenu au secret professionnel et à l'obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les faits, informations, études et décisions dont il a connaissance au cours de l'exécution du présent marché.

Les renseignements, documents ou objets, qui sont communiqués au titulaire le sont à titre confidentiel. Ils ne peuvent pas être transmis sans autorisation, même à titre gratuit, à d'autres personnes que celles qui ont la qualité pour en connaître dans le cadre du présent marché. Ces renseignements, documents ou objets ne peuvent, sans autorisation expresse de l'Université, être divulgués à des tiers. Le titulaire ne peut ni faire usage, ni reproduire, ni représenter, ni distribuer, ni communiquer, ni publier ou révéler les informations et prestations faisant l'objet du présent marché ou tout résultat ou étude qui en seraient issus.

Cette obligation s'étendant de la même manière à ses personnels, sous-traitants, intermédiaires éventuels ou autres tiers avec lesquels il est en relation, de quelque manière que ce soit, il lui appartient de recueillir leur engagement explicite de respecter strictement la confidentialité de ces données dans le cadre du présent marché.

**Accord-cadre 2025PATXBDC024 : Réalisation de divers travaux de second œuvre pour les besoins de l'Université
Toulouse Jean Jaurès**

Le non-respect de ces obligations est susceptible de justifier la résiliation du marché aux torts du titulaire, sans préjudice d'éventuelles suites judiciaires.

2. DISPOSITIONS PARTICULIERES

2.1 Stipulations communes aux accords-cadres

2.1.1 Exécution des prestations

2.1.1.1 Description technique

Les prestations devront être conformes aux stipulations du cahier des charges (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat).

La description des travaux et des prestations, leur nature, ainsi que toutes les spécifications attendues sont précisées dans les cahiers des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) relatifs aux différents lots de l'accord-cadre ou dans les conditions du marché subséquent.

2.1.1.2 Modalités d'exécution des bons de commande

Les prestations de service seront commandées par bons de commande traditionnels.

Préalablement à l'émission d'un bon de commande, l'université pourra demander au titulaire d'établir un devis détaillé sur la base des prix unitaires définis au bordereau des prix unitaires (B.P.U.) et annexé à l'acte d'engagement.

Tout bon de commande émanant de l'Université Toulouse Jean Jaurès sera exécuté dans les conditions prévues au présent accord-cadre et doit comporter les mentions ci-dessous :

- Le nom du site de l'UT2J concerné,
- Le nom ou la raison sociale du titulaire,
- La référence de l'accord-cadre,
- La référence à la commande : date et numéro du bon de commande,
- La nature des prestations,
- Le lieu de la prestation (adresse et n° de contact)
- La désignation et l'adresse de l'ordonnateur du bon de commande,
- Le montant HT,
- Le taux et le montant de la T.V.A.,
- Le montant total de la prestation.



Seuls les bons de commande signés par le représentant du pouvoir adjudicateur pourront être honorés par le ou les titulaires de l'accord-cadre.

Le titulaire s'engage à vérifier que les bons de commande comportent toutes ces informations et notamment les adresses de facturation. Tout bon de commande ne remplissant pas ces conditions devra être retourné au service émetteur. Le titulaire ne pourra élever aucune réclamation lors de la réalisation des prestations ou de la facturation s'il n'a pas procédé à ces vérifications avant de traiter la commande.

Le titulaire prendra contact avec l'émetteur du bon de commande pour résoudre les problèmes relatifs à la disposition, disponibilité et accessibilité des locaux liés à des conditions particulières d'exécution des prestations.

Le titulaire n'a pas le droit d'exiger un minimum de commande.

2.1.2 Délais d'exécution

L'accord-cadre s'exécute au moyen de bons de commande dont le délai d'exécution court à compter

de sa date de notification.

Le délai d'exécution des prestations est fixé dans le bon de commande (pour les marchés à bons de commande) ou à l'occasion de la remise en concurrence et rappelé au bon de commande (pour les marchés subséquents).

En tout état de cause, le titulaire ne pourra arguer d'un défaut d'exécution qui n'engage que sa seule responsabilité.

2.1.3 Intervenants en charge de l'exécution

2.1.3.1 Conduite d'opération

Le conducteur d'opération ainsi que ses missions seront éventuellement précisés dans l'ordre de service de démarrage ou dans les conditions de chaque marché subséquent.

2.1.3.2 Maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre sera assurée par le maître de l'ouvrage lui-même, à travers les représentants des services techniques de la DPIGC ci-après :

- **Maître d'œuvre pour le lot 1** : le chef de service DPIDD ;
- **Maître d'œuvre pour le lot 2** : le chef de service DPISD.

Les identités et coordonnées des ces représentants nommément désignés sont communiquées à chaque titulaire à la notification du marché.

2.1.3.3 Contrôle technique

Le contrôleur technique ainsi que ses missions seront éventuellement précisés dans l'ordre de service de démarrage ou dans les conditions de chaque marché subséquent.

2.1.3.4 Sécurité et protection de la santé des travailleurs

Le cas échéant, l'ordre de service de démarrage ou chaque marché subséquent précisera le nom du coordonnateur et le niveau de coordination.

2.2 Stipulations propres aux marchés subséquents

2.2.1 Pièces contractuelles

Le marché subséquent est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

2.2.1.1 Pièces particulières

En cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans l'ordre de priorité décroissante ci-après :

- **Les pièces de l'accord cadre :**

- L'acte d'engagement (A.E.) ;
- Le cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) commun aux lots ;
- Les cahiers des clauses techniques particulières (C.C.T.P. commun aux 2 lots).

- **Les pièces du marché subséquent :**

- Le cahier des spécifications techniques (C.S.T.)¹ ;
- L'offre financière du titulaire composée d'un devis valant DPGF ;
- Les références d'ouvrages/travaux réalisés correspondant aux caractéristiques techniques demandées ;
- L'acte spécial de sous-traitance, le cas échéant ;
- Les bons de commande émis par l'UT2J.

2.2.1.2 Pièces générales

- Le Code de la commande publique ;
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de travaux (CCAG-Travaux arrêté du 30 mars 2021).

Conformément à l'article 4.2.2 du CCAG-FCS, l'exemplaire unique permettant au titulaire de céder ou de nantir des créances sera remis au titulaire, à sa demande et sans frais.

Les exemplaires conservés dans les archives de l'Université Toulouse Jean Jaurès font seule foi. Ils sont signés par un représentant capable d'engager juridiquement l'entreprise titulaire du marché.

2.2.2 Stipulations relatives à l'application des conditions générales de vente des titulaires

Toute clause portée dans le(s) tarif(s) du titulaire ou documentation quelconque et contraire aux dispositions des autres pièces constitutives est réputée non écrite.

Les conditions générales de vente du titulaire sont concernées par cette disposition.

2.2.3 Conditions d'attribution des marchés subséquents

A l'issue de la phase de consultation, un accord-cadre multi-attributaires à marchés subséquents est conclu conformément aux articles R2162-5 à R2162-8, R2162-10, R2162-13 et R2162-14 du Code de la commande publique.

Sous réserve d'un nombre suffisant de candidats et d'offres, le nombre de titulaires par accord-cadre est fixé à cinq (05) maximum.

Pendant la durée de validité de l'accord-cadre, les marchés subséquents fondés sur l'accord-cadre seront attribués après remise en concurrence des prestataires présélectionnés. Cette remise en

¹ « **Cahier des spécifications techniques (C.S.T.)** » : document servant de support contractuel aux marchés subséquents. Le C.S.T. apporte des précisions non spécifiées dans le présent accord-cadre. Une trame type de C.S.T. est annexée au présent document.

Accord-cadre 2025PATXBDC024 : Réalisation de divers travaux de second œuvre pour les besoins de l'Université Toulouse Jean Jaurès

concurrence interviendra lors de la survenance du besoin. Le pouvoir adjudicateur remettra en concurrence les titulaires de l'accord-cadre concerné afin de retenir l'offre économiquement la plus avantageuse.

La remise en concurrence se fera selon les conditions de l'article R2162-10 du Code de la commande publique et les modalités sont précisées dans le présent document.

Les offres sont établies par écrit comprenant un devis détaillé et transmises au pouvoir adjudicateur par voie électronique ou via le profil acheteur. Leur contenu doit rester confidentiel jusqu'à l'expiration du délai prévu pour le dépôt des offres.

2.2.4 Modalités de remise en concurrence

La passation et la notification des marchés subséquents sont à la charge des services techniques de la DPIGC de l'Université Toulouse Jean Jaurès (**DPIDD pour le lot 1 et DPISD pour le lot 2**).

Lors de la survenance du besoin, les services susmentionnés consulteront les titulaires de l'accord-cadre à travers une remise en concurrence afin de retenir l'offre économiquement la plus avantageuse.

Chaque marché subséquent est conclu avec un unique opérateur après remise en concurrence des titulaires de l'accord-cadre.

La conclusion de marchés subséquents ne peut se faire que pendant la durée de validité de l'accord cadre.

Aucun marché subséquent ne pourra être notifié postérieurement à la date de fin de validité de l'accord cadre. Les éventuelles consultations en cours pour l'attribution de marchés subséquents seront classées sans suite.

Tous les marchés subséquents notifiés avant le terme de l'accord-cadre seront en revanche poursuivis jusqu'à exécution complète.

2.2.5 Forme des marchés subséquents

Conformément à l'article R2162-8 du Code de la commande publique, les marchés subséquents seront passés sur le fondement du présent accord-cadre et pourront prendre la forme de bons de commandes à valeurs fixes, avec possibilité ou non de prestations supplémentaires éventuelles.

Outre l'étendue des prestations confiées, les marchés subséquents fixeront les conditions financières d'exécution des prestations, les délais de réalisation et les éventuelles adaptations aux documents de l'accord-cadre (C.C.A.P.).

Le marché prévoira la possibilité de conclure des marchés négociés pour la réalisation de prestations similaires (article R2122-4 du code de la commande publique).

2.2.6 Dossier de consultation (D.C.E.)

Le marché subséquent est rédigé sous la seule responsabilité des services techniques de l'UT2J qui déterminent précisément leurs besoins, notamment au regard des caractéristiques techniques et fonctionnelles des prestations à réaliser.

Le dossier de consultation sera composé, a minima, du cahier des spécifications techniques (C.S.T.) qui précisera les caractéristiques techniques et fonctionnelles des prestations attendues.

Le cas échéant, le D.C.E. devra comprendre tous documents nécessaires à la parfaite exécution des prestations par le titulaire.

2.2.7 Mise à disposition du C.S.T.

La remise en concurrence se réalisera sous format électronique ou via le profil acheteur de l'université.

Les titulaires s'engagent à fournir au Pôle Achats de l'Université Toulouse Jean Jaurès une adresse électronique non nominative et valide durant toute l'exécution du présent accord-cadre. Cette adresse électronique est précisée à l'annexe 4 de l'acte d'engagement.

Il est possible de spécifier une adresse propre à chaque lot.

Toute demande de modification de cette adresse électronique pour l'exécution de l'accord-cadre doit être transmise au Pôle Achats de l'Université Toulouse Jean Jaurès : achats@univ-tlse2.fr, au moins 1 mois avant la date de début d'utilisation souhaitée.

En cas de changement d'adresse électronique en cours d'exécution de l'accord-cadre, il est conseillé aux titulaires de maintenir opérationnelle l'ancienne adresse pendant au moins 3 mois suivant la date de début d'utilisation souhaitée pour la nouvelle adresse.

Il appartient aux titulaires de vérifier que les remises en concurrence et tous les courriels provenant des envois sous format électronique ou via le profil acheteur de l'université adressés à cette adresse électronique ne soient pas déversés dans les « SPAMS ».

Aucune contestation relative à la non réception d'une consultation par courriel ne sera recevable, dès lors que la consultation aura été effectuée en utilisant la dernière adresse électronique communiquée par le titulaire au Pôle Achats de l'Université Toulouse Jean Jaurès et validée par ce dernier.

2.2.8 Renseignements complémentaires

Si le titulaire constate que le dossier qui lui a été envoyé ou remis est incomplet, il est invité à demander, dans les meilleurs délais, un complément d'informations via le support par lequel a été envoyé le C.S.T.

Tous les renseignements complémentaires devront être envoyés via ce même support et ce jusqu'à une date limite fixée dans les conditions de ce dernier.

Une réponse sera alors adressée à l'ensemble des titulaires via le support par lequel a été envoyé le C.S.T., au plus tard 1 jour avant la date limite de réception des offres.

2.2.9 Délai de réponse

Le pouvoir adjudicateur fixe un délai suffisant pour la présentation des offres en tenant compte d'éléments tels que la complexité des prestations attendues ou le temps nécessaire à la transmission des offres. Le délai de consultation variera selon les cas et sera précisé dans chaque mise en concurrence.

Le délai de réponse est fixé par le pouvoir adjudicateur dans la lettre de consultation mais ne pourra, sauf urgence, être inférieur à **15 jours ouvrés** à compter de l'envoi électronique ou de l'ouverture de la salle du profil acheteur.

2.2.10 Contenu de l'offre

Le candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

- ✓ Le C.S.T. complété, daté et signé ;
- ✓ Le devis valant DPGF (et autres annexes financières) détaillé qui comprendra au minimum les mentions suivantes :
 - Le numéro du marché subséquent ;
 - La date d'envoi de la demande ;
 - Le nom et les coordonnées du titulaire ;

Accord-cadre 2025PATXBDC024 : Réalisation de divers travaux de second œuvre pour les besoins de l'Université Toulouse Jean Jaurès

- Le nom et les coordonnées du service et du référent demandeur du devis ;
- Le mail où le bon de commande doit être envoyé en retour ;
- La description des matériels qui font l'objet de la demande de devis ;
- Le prix global et forfaitaire de la prestation demandée ;
- Tous autres éléments demandés dans le formulaire de mise en concurrence.

Les titulaires de chaque accord-cadre devront proposer une réponse adaptée répondant aux attentes et besoins des services de l'Université tels que décrits dans le présent document.

A ces documents pourra être joint tout autre document technique et/ou explicatif jugé utile par le titulaire à la compréhension de son offre.

Les titulaires, dans leur réponse économique aux consultations auront une obligation de transparence sur la structuration de leur offre et **doivent mentionner et décomposer le prix global et forfaitaire sur lequel ils s'engagent pour la réalisation de l'ensemble des prestations faisant l'objet du marché subséquent. En cas d'absence de l'un de ces documents, l'offre pourra être déclarée irrégulière.**

Les offres ainsi déposées seront valables durant une période de **2 mois** à compter de la date de leur remise.

2.2.11 Obligation du titulaire de répondre aux remises en concurrence

Dans le cas où un titulaire n'est pas en mesure de répondre à la consultation, celui-ci remet systématiquement une réponse négative motivée.

Le titulaire doit, le cas échéant, justifier son absence d'offre. En l'absence de justification dans les délais requis par le pouvoir adjudicateur, une pénalité lui sera appliquée dans les conditions de l'article 3.4.5 du présent C.C.A.P.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'évincer l'un des titulaires de chaque accord-cadre qui ne satisferait pas à ses engagements, notamment qui ne répondrait pas aux marchés subséquents de manière répétée et sans justification.

2.2.12 Critères d'analyse des offres

Après ouverture des offres, le pouvoir adjudicateur peut décider d'autoriser tous les titulaires concernés à régulariser les offres irrégulières dans un délai approprié, si elles ne sont pas anormalement basses.

A l'issue de cette phase éventuelle, le pouvoir adjudicateur écarte les offres inappropriées, irrégulières ou inacceptables au sens des articles L2152-2, L2152-3 et R2152-3 du Code de la commande publique.

Pour chacun des deux lots de l'accord cadre et dès lors que l'offre du titulaire peut être examinée, le pouvoir adjudicateur choisira, en vue de l'attribution des marchés subséquents, l'offre économiquement la plus avantageuse, en tenant compte des critères suivants pondérés :

Critères	Pondération
1 – Qualité technique <ul style="list-style-type: none">- Moyens en personnel et matériel mis à disposition ;- Pertinence de la solution technique (méthodologie, gestion des nuisances...) ;- Qualité des produits (fiches techniques...).	Entre 40% et 50%
2 – Prix des prestations	Entre 50% et 60%

Les critères pourront le cas échéant être affinés par des sous-critères pondérés.

Les pondérations seront précisées dans les formulaires de remise en concurrence pour l'attribution des marchés subséquents.

Le pouvoir adjudicateur pourra avoir recours à la négociation par courriel. La négociation portera sur le prix et la technicité de l'offre pour chacune des remises en concurrence.

Le titulaire du marché subséquent est le titulaire qui, suite à la demande de devis, aura présenté l'offre technique et financière (devis détaillé et mémoire technique accompagné de références de travaux réalisés correspondant aux caractéristiques techniques demandées) la plus avantageuse selon les critères énoncés dans « le marché subséquent passé sur le fondement de l'**Accord-cadre 2025PATXBDC024** valant lettre de consultation ».

2.2.13 Information des titulaires évincés

Suite à l'analyse des offres reçues, le pouvoir adjudicateur prend la décision d'attribution du marché subséquent. Les titulaires évincés reçoivent notification du rejet de leurs propositions par courrier électronique.

2.2.14 Cas de non remise en concurrence

Les titulaires de chaque accord-cadre ne seront pas remis en concurrence lorsqu'il apparaît que pour des raisons techniques, certains marchés ne peuvent être confiés qu'à un seul titulaire.

Le pouvoir adjudicateur aura la possibilité de conclure des marchés négociés seulement dans les deux cas suivants :

- Pour des raisons techniques (article R2122-3 alinéa 2 du Code de la commande publique) ;
- Pour des prestations similaires (article R2122-7 du Code de la commande publique).

Un C.S.T. adapté sera transmis au titulaire pouvant répondre au besoin via la plateforme le profil d'acheteur de l'UT2J.

Le titulaire devra envoyer via le support par lequel a été envoyé le C.S.T. adapté, ladite pièce complétée, datée et signée accompagnée d'un devis détaillé dans les délais stipulés par le pouvoir adjudicateur.

2.2.15 Infructuosité – Déclaration sans suite

2.2.15.1 Infructuosité

Dans l'hypothèse où en réponse à une consultation, seules des offres inappropriées, inacceptables ou irrégulières ont été présentées ou si aucune offre ne lui a été transmise, le pouvoir adjudicateur peut recourir à une procédure hors accord-cadre pour autant que les conditions initiales du marché subséquent ne soient pas substantiellement modifiées.

Dans l'hypothèse où en réponse à une remise en concurrence, seules des offres arrivées hors délai ont été présentées, le pouvoir adjudicateur procède à une nouvelle remise en concurrence.

2.2.15.2 Déclaration sans suite

Le représentant du pouvoir adjudicateur peut, à tout moment, déclarer sans suite la consultation (avec ou sans remise en concurrence).

Il en informe alors le(s) titulaire(s) sous format électronique ou via le profil acheteur de l'UT2J.

2.2.16 Signature et notification du marché subséquent

2.2.16.1 Signature

Les documents transmis par voie électronique pourraient être rematérialisés au moment de l'attribution du marché.

En cas de signature manuscrite :

L'acte d'engagement sera signé physiquement par l'attributaire du marché puis adressé à l'Université Toulouse Jean Jaurès.

L'Université Toulouse Jean Jaurès le signera, puis le dématérialisera pour le notifier au titulaire. Le titulaire devra également fournir une copie des pouvoirs donnant délégation de signature au signataire des documents.

En cas de signature électronique :

La signature devra respecter les conditions suivantes : toutes les signatures seront des signatures originales et précédées du nom et de la qualité du signataire ayant pouvoir (justificatifs à produire), sous peine de nullité de la pièce considérée. Les signatures scannées ne sont pas acceptées.

2.2.16.2 Notification

Le marché subséquent est rendu contractuel lorsque que le C.S.T. a été notifié au titulaire. Il appartient au titulaire attributaire de vérifier que tout bon de commande arrivant par courrier correspond réellement à une commande.

La notification s'effectuera via le support par lequel a été notifié le C.S.T.

2.3 Conditions d'exécution des prestations

2.3.1 Caractéristiques des matériaux et produits

Le C.C.T.P. ou le C.S.T. valant cahier des charges fixe la provenance des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé au titulaire ou n'est pas déjà fixé par les documents particuliers du contrat, ou déroge aux dispositions desdites pièces.

Les matériaux et produits de construction utilisés pour l'exécution des travaux doivent être conformes aux normes visées par le cahier des charges.

2.3.2 Préparation et coordination des travaux

2.3.2.1 Période de préparation – Programme d'exécution des travaux

Les dispositions concernant la période de préparation sont définies dans les conditions du C.C.T.P. ou celles de chaque marché subséquent.

Un programme d'exécution des travaux pourra être défini par chaque marché subséquent.

Dans le cas où les travaux sont soumis à un plan général de coordination de sécurité et protection de la santé, chaque entrepreneur (y compris cotraitants et sous-traitants) doit établir un plan particulier de sécurité et de protection de la santé simplifié, après inspection commune organisée par le coordonnateur sécurité. Ces plans particuliers doivent être remis au coordonnateur dans un délai de 15 jours à compter du début de la période de préparation.

2.3.2.2 Plan d'assurance qualité

Pour répondre à la problématique de la gestion de la qualité du chantier, le titulaire a la responsabilité d'établir un plan d'assurance qualité. Ce plan, soumis au visa du maître d'œuvre, comportera les dispositions conformes aux instructions et précisions spécifiques mentionnées dans les C.C.T.P., ou à défaut, aux règles fixées par le C.C.A.G. applicable aux marchés publics de travaux.

2.3.2.3 Registre de chantier

Les dispositions concernant la tenue d'un éventuel registre de chantier sont définies dans les conditions du C.C.T.P. ou celles de chaque marché subséquent.

2.3.3 Etude d'exécution

Les dispositions concernant les études d'exécution sont définies conditions du C.C.T.P. ou celles de chaque marché subséquent.

2.3.4 Installation et organisation du chantier

2.3.4.1 Installation de chantier

Conformément à l'article 31.1 du CCAG-Travaux, le titulaire supporte toutes les charges relatives à l'établissement et à l'entretien de ses installations de chantier.

2.3.4.2 Signalisation de chantier

Conformément à l'article 31.6 du CCAG-Travaux, la signalisation de chantier dans les zones intéressant la circulation sur la voie publique doit respecter les instructions réglementaires en la matière.

2.3.5 Dispositions particulières à l'achèvement du chantier

2.3.5.1 Gestion des déchets de chantier

La valorisation ou l'élimination des déchets issus des travaux est de la responsabilité du maître de l'ouvrage en tant que « producteur » de déchets et du titulaire en tant que « détenteur » de déchets, pendant la durée d'exécution du chantier.

Toutefois, le titulaire reste « producteur » de ses déchets en ce qui concerne les emballages des produits qu'il met en œuvre et les chutes résultant de ses interventions. Le titulaire doit se conformer à la réglementation en vigueur quant à la collecte, au transport, au stockage et à l'évacuation de ses déchets. Il est également de sa responsabilité de fournir les éléments de leur traçabilité.

Le titulaire doit laisser le chantier propre et libre de tous déchets pendant et après l'exécution des travaux. Le titulaire a la charge de l'évacuation des déblais, de leur enlèvement. Il a la charge du nettoyage, de la réparation et de la remise en état des installations qu'il a salies ou détériorées. Le coût de ces dépenses de chantier est inclus dans le coût global de la prestation.

2.3.5.2 Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des terrains et des lieux sont compris dans le délai d'exécution. A la fin des travaux, chaque titulaire doit donc avoir fini de procéder au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier.

2.3.5.3 Documents à fournir après exécution

Le titulaire doit remettre au maître d'ouvrage les documents prévus à l'article 40 du CCAG-Travaux.

En cas de retard dans la remise des plans et autres documents à fournir après exécution par les titulaires, des pénalités fixées dans les conditions de l'article 3.4.2 du présent document sont appliquées sur les sommes dues au titulaire.

2.3.6 Réception des travaux

La réception a lieu à l'achèvement de l'ensemble des travaux du marché subséquent dans les conditions prévues à l'article 41 du CCAG-Travaux.

Le titulaire avise le pouvoir adjudicateur et le maître d'œuvre de la date à laquelle ses travaux sont ou seront considérés comme achevés ; le maître d'œuvre aura alors à charge de provoquer les opérations de réception.

Les opérations de réception sont effectuées selon les dispositions prévues au CCAG-Travaux.

2.3.7 Garantie des prestations

Les travaux feront l'objet d'une garantie de parfait achèvement de 1 an dont le point de départ est la date d'effet de la réception. Les modalités de cette garantie sont définies à l'article 44.1 du CCAG-Travaux.

Le délai de garantie des ouvrages ou parties d'ouvrages qui font l'objet d'une réception partielle court à compter de la date d'effet de cette réception partielle.

3. DISPOSITIONS FINANCIERES

3.1 Avance

3.1.1 Condition de versement

Conformément de l'article R2191-16 et R2191-3 du Code de la commande, une avance est accordée au titulaire pour chaque bon de commande supérieur à 50.000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement.

Conformément de l'article R2191-7 du Code de la commande publique modifié par le décret 2024-1251 du 30 décembre 2024-article 1, le taux de l'avance est fixé à 5%.

Lorsque le titulaire ou son sous-traitant est une petite ou moyenne entreprise (PME), le taux de l'avance est porté à 30%.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la part de l'avance est rapportée au montant des prestations individualisées par membre, et le taux de l'avance est déterminé au regard de la taille d'entreprise de chacun des membres. A défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire de l'accord-cadre, avec les particularités détaillées aux articles R2191-6, R2193-10 et R2193-17 à R2193-21 du Code de la commande publique.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,0 % du montant du bon de commande. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,0 %.

3.1.2 Sous-traitance

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

3.1.3 Garanties financières de l'avance

Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

3.2 Prix

3.2.1 Caractéristiques des prix

3.2.1.1 Prix des marchés subséquents

Les caractéristiques des prix des prestations seront déterminées, pour chaque marché subséquent, dans les formulaires de consultation lors des remises en concurrence.

3.2.1.2 Prix des marchés à bons de commande

Les prix des prestations sont unitaires par application des prévisions du bordereau des prix unitaires (B.P.U.).

Le prix facturé doit être conforme au bon de commande.

Les prix sont exprimés hors TVA, en euros exclusivement.

La taxe sur la valeur ajoutée (T.V.A.) est celle en vigueur au jour de la réalisation des prestations.

3.2.1.3 Fournitures hors B.P.U. (sur présentation du devis fournisseur)

Pendant toute la durée de l'accord-cadre, il est entendu que les services pourront commander des fournitures hors bordereau des prix unitaires.

Pour ces fournitures, les prix pratiqués seront sur présentation du devis fournisseur auxquels s'applique le coefficient de majoration tel que défini au B.P.U.

3.2.2 Modalités de variation des prix

Dans le cadre du présent accord-cadre, les prix varient suivant les modalités ci-après définies :

3.2.2.1 Pour les marchés subséquents

Par dérogation aux dispositions des articles 9.4.2 et 9.4.4 du CCAG Travaux, les prix sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise de l'offre des marchés subséquents. Ce mois est appelé mois d'établissement de l'offre ou « mois zéro » (M0).

Sur toute la durée de l'accord-cadre, les prix des marchés subséquents sont fermes actualisables.

Les prix sont actualisés **si** un délai si un délai supérieur à 3 mois s'écoule entre la date à laquelle le soumissionnaire a fixé son prix dans l'offre du marché subséquent et la date d'exécution des prestations.

L'actualisation se fera aux conditions économiques correspondant à une date antérieure de trois mois à la date de début d'exécution des prestations et calculée par application de la formule suivante :

$$Pa = Pi \times \frac{\text{Indice In}}{\text{Indice Io}}$$

- **Pa** = prix actualisé ;
- **Pi** = prix initial ;
- **In** est la valeur du dernier index définitif publié au jour du mois de début d'exécution des prestations antérieure de 3 mois (- 3 mois) ;
- **Io** est la valeur de l'index connue au jour du mois d'établissement des prix du marché subséquent.

L'index de référence choisi en raison de sa structure pour l'actualisation des prix des prestations faisant l'objet des accords-cadres à marchés subséquents sur le site www.insee.fr est le suivant :

Lots concernés	Index de référence	Identifiant INSEE Base 2010
1 et 2	Index du bâtiment - BT43 - Menuiserie en alliage d'aluminium	001710976

Lorsqu'il y a lieu à actualisation, le coefficient d'actualisation s'applique à tous les prix du marché subséquent. Ce coefficient est arrondi au millième supérieur.

Accord-cadre 2025PATXBDC024 : Réalisation de divers travaux de second œuvre pour les besoins de l'Université Toulouse Jean Jaurès

L'actualisation sera effectuée par les services de l'Université Toulouse Jean Jaurès et sera mise en œuvre à l'établissement du décompte général définitif (DGD).

En cas de changement d'index décidé par l'INSEE et dûment établi, les parties conviennent, par simple échange de courriel, de substituer à l'indice d'origine l'indice équivalent s'y substituant.

3.2.2.2 Pour les marchés à bons de commande

Les prix sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise de l'offre finale du titulaire de l'accord-cadre. Ce mois est appelé mois d'établissement de l'offre ou « mois zéro » (M0).

Les prix sont fermes pendant la première année de l'accord-cadre. En cas de reconduction, ils pourront être révisés, annuellement, à chaque date anniversaire selon les modalités ci-dessous.

La révision est calculée par application de la formule suivante :

$Pr = Pi \times \frac{\text{Indice In}}{\text{Indice Io}}$
--

- **Pr** = prix actualisé ;
- **Pi** = prix initial ;
- **In** est la valeur de l'index de référence définitif publié au mois de la révision ;
- **Io** est la valeur de l'index au mois d'établissement des prix de l'accord-cadre (M0) ;

L'index de référence choisi en raison de sa structure pour la révision des prix des prestations faisant l'objet des accords-cadres à bons de commande et publié sur le site www.insee.fr est le suivant :

Lots concernés	Index de référence	Identifiant INSEE
3, 4, 5, 6, 7 et 8	Index du bâtiment - BT01 - Tous corps d'état - Base 2010	001710986

En cas de changement d'index décidé par l'INSEE et dûment établi, les parties conviennent, par simple échange de courriel, de substituer à l'indice d'origine l'indice équivalent s'y substituant.

Le calcul des prix révisés est laissé à la charge du titulaire de l'accord-cadre.

Les éléments révisés doivent être communiqués au Pôle Achats de l'UT2J au plus tard 2 mois avant la date anniversaire de l'accord-cadre.

3.2.3 Garanties financières

3.2.3.1 Pour les marchés subséquents

Le maître d'ouvrage se réserve le droit d'appliquer une retenue de garantie de 5% du montant des travaux à réaliser. Les modalités de prélèvement de cette retenue de garantie seront précisées dans le formulaire de remise en concurrence.

Cette retenue de garantie peut être remplacée, au gré du titulaire, par une garantie à première demande ou, sur accord des deux parties, par une caution personnelle et solidaire.

3.2.3.2 Pour les marchés à bons de commande

Le maître d'ouvrage se réserve le droit d'appliquer une retenue de garantie de 5% du montant du bon de commande (augmenté le cas échéant du montant des avenants).

**Accord-cadre 2025PATXBDC024 : Réalisation de divers travaux de second œuvre pour les besoins de l'Université
Toulouse Jean Jaurès**

Cette retenue de garantie peut être remplacée, au gré du titulaire, par une garantie à première demande ou, sur accord des deux parties, par une caution personnelle et solidaire.

Pour tous les lots, dans l'hypothèse où la garantie ou la caution ne serait pas constituée ou complétée au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte du marché, la fraction de la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée.

Le titulaire garde la possibilité, pendant toute la durée du marché, de substituer une garantie à première demande ou une caution personnelle et solidaire à la retenue de garantie.

3.3 Modalités de règlement des comptes

3.3.1 Emission des bons de commande

En application de l'article 3.7 du CCAG-Travaux, l'accord-cadre s'exécute au moyen de bons de commandes adressés au titulaire du marché subséquent par courriel. Les bons de commande peuvent être passés jusqu'au dernier jour de l'accord cadre au plus tard. Tout bon de commande émanant de l'Université permet d'obtenir les conditions prévues à la présente consultation.

Le bon de commande devra comporter les renseignements suivants :

- Université Toulouse Jean Jaurès,
- Référence du présent accord cadre et du lot correspondant au marché subséquent,
- Désignation et l'adresse du service émetteur du bon de commande,
- Désignation des prestations à réaliser, la nature des travaux, conformément aux annexes financières du marché subséquent (devis, CDPGF),
- Référence du devis (le cas échéant),
- Délai d'exécution et les dates d'intervention (début/fin des travaux),
- Lieu d'exécution,
- Prix des prestations, conformément à l'offre retenue pour le marché subséquent : le prix HT, le montant de la TVA, le prix TTC,
- Adresse de facturation et le nom et numéro de téléphone de la personne (ou des personnes) habilitée(s) à réceptionner la prestation,
- Adresse de facturation,
- Signature de la personne habilitée par l'ordonnateur.

Le titulaire du marché subséquent s'engage à vérifier que le bon de commande comporte toutes ces informations et notamment l'adresse de facturation. Le bon de commande ne remplissant pas ces conditions devra être retourné au service émetteur. Le titulaire du marché subséquent ne pourra élever aucune réclamation lors de la prestation ou de la facturation s'il n'a pas procédé à ces vérifications avant de le traiter. De plus le titulaire doit vérifier que le contenu du bon de commande porte effectivement et exclusivement sur les prestations dont il est titulaire.

Lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier au pouvoir adjudicateur dans un délai de quinze jours à compter de la date de réception du bon de commande, sous peine de forclusion.

Le titulaire se conforme aux bons de commande qui lui sont notifiés, que ceux-ci aient ou non fait l'objet d'observations de sa part.

En cas de cotraitance, les bons de commande sont adressés au mandataire du groupement, qui a seul compétence pour formuler des observations au représentant du pouvoir adjudicateur.

Si le titulaire n'est pas en mesure de satisfaire l'une des exigences de la prestation demandée, il doit obligatoirement en aviser le service ayant émis le bon de commande dans les plus brefs délais

3.3.2 Décomptes et acomptes mensuels

Le règlement des comptes se fait par des acomptes mensuels et un solde établi et réglé comme il est indiqué à l'article 12 du CCAG-Travaux précisé ou modifié comme suit.

Les travaux seront constatés et réglés à l'avancement des travaux au pourcentage des quantités de travaux exécutés pour les marchés à prix forfaitaire ou selon les quantités estimées ou réellement exécutées pour les marchés à prix unitaires.

Le solde sera réglé à l'achèvement de l'ouvrage. Le titulaire transmet ses demandes de paiement par tout moyen permettant de donner date certaine.

**Accord-cadre 2025PATXBDC024 : Réalisation de divers travaux de second œuvre pour les besoins de l'Université
Toulouse Jean Jaurès**

La demande de paiement devra comporter le numéro du ou des bons de commande.

Si lors de l'établissement du décompte général, les valeurs finales des indices ou index de référence ne sont pas connues, le pouvoir adjudicateur notifie au titulaire le décompte général en appliquant les derniers indices et index publiés à la date d'établissement de ce décompte.

3.3.3 Demandes de paiement

➤ **Demande de paiement d'acomptes**

L'état d'acompte sera notifié au titulaire par le maître de l'ouvrage au plus tard lors du règlement de l'acompte ou dans un délai de 7 jours si le projet de décompte mensuel remis par le titulaire a été modifié.

➤ **Demande de paiement final**

Par dérogation à l'article 12.3.2 du CCAG-Travaux, le titulaire transmet au maître d'œuvre et au maître d'ouvrage son projet de décompte final ou facture à compter de la plus tardive de ces dates :

- Date de notification de la décision de réception selon les dispositions de l'article 12.3.2 du CCAG ;
- Sur demande du représentant du maître d'ouvrage ;
- Date d'application de la retenue définitive dans les conditions définies à l'article 3.4.2 du présent document.

Par dérogation à l'article 12.4.4 du CCAG Travaux :

- L'acheteur disposera d'un délai de 30 jours à compter de la réception du projet de décompte général signé par le titulaire pour lui notifier le décompte général.
- Lorsque le titulaire notifie au représentant de l'acheteur, avec copie au maître d'œuvre, un projet de décompte général signé, il indique expressément dans son envoi vouloir faire application des dispositions de l'article 12.4.4 du CCAG et qu'en l'absence de notification du décompte général par le maître d'ouvrage dans un délai de 30 jours de la réception des documents, le décompte général deviendra tacitement le décompte général et définitif. A défaut de cette indication, en l'absence de notification du décompte général dans ce délai, le décompte général signé par le titulaire ne pourra devenir le décompte général et définitif.

3.3.4 Réception avec réserve

Par dérogation à l'article 12.4.2 du CCAG-Travaux, lorsque la réception est prononcée avec réserves et que les réserves ne sont pas levées au moment de l'établissement du décompte général, le maître d'ouvrage ne signe le projet de décompte général ou la facture qu'après la levée de la dernière des réserves.

Dans le cas où la levée des réserves est confiée à une autre entreprise, la signature du projet de décompte général n'interviendra qu'après règlement définitif du nouveau du marché. Il intégrera le montant des sommes engagées pour la réalisation des travaux nécessaires à la levée des réserves à la réception.

Le projet de décompte général devenu le décompte général est notifié au titulaire par le maître d'ouvrage à la plus tardive des dates ci-après :

- 30 jours à compter de la levée de la dernière des réserves,
- 30 jours à compter du règlement définitif du nouveau du marché.

3.3.5 Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon les articles 10.7 et 12.5 du CCAG-Travaux.

3.3.6 Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L2193-10 à L2193-14 et R2193-10 à R2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

3.3.7 Présentation des factures

La facturation devra rappeler les références du marché et mentionner les éléments de calculs des prix.

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les décomptes, factures électroniques et mémoires transmis par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- ✓ Université Toulouse Jean Jaurès (UT2J) ;
- ✓ Le nom et l'adresse du service de l'Université ayant passé la commande ;
- ✓ Le nom, l'adresse et la raison sociale du créancier, titulaire de l'accord-cadre ;
- ✓ Le cas échéant, la référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers ;
- ✓ Le cas échéant, le numéro de SIREN ou de SIRET ;
- ✓ Le numéro du compte bancaire ou postal
- ✓ Le numéro de l'**Accord-cadre 2025PATXBDC024** et l'objet de celui-ci ;
- ✓ La nature des prestations réalisées ;
- ✓ La date de facturation ;
- ✓ La désignation de l'organisme débiteur ;
- ✓ La date d'exécution des prestations ;
- ✓ Les montants et taux de TVA légalement applicables ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- ✓ Tout rabais, remises, ristournes ou escomptes acquis et chiffrables lors de la passation de la commande et directement liés à l'accord-cadre ;
- ✓ Le montant total HT des prestations exécutées ;
- ✓ Le montant total TTC des prestations exécutées.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

Informations à utiliser pour la facturation électronique :

- ✓ Identifiant de la structure publique : **SIRET UT2J : 19311383400017** ;
- ✓ Code service : voir bon de commande ;
- ✓ Numéro d'engagement juridique : voir bon de commande.

Pour les relances et suivi comptable, communication de référents du titulaire du marché dédiés à l'Université.

Sont désignés pour les règlements :

- **Ordonnateur :**
Madame la Présidente de l'Université Toulouse Jean Jaurès ;
- **Comptable assignataire des paiements :**
Monsieur l'Agent Comptable de l'Université Toulouse Jean Jaurès.

3.3.8 Transmission dématérialisée de la facturation

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro.



Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

Le portail est gratuit.

Si le titulaire n'a pas de compte sur le portail CHORUS PRO (DGFIP), il devra préalablement en créer un et l'activer.

Les factures seront au format PDF.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Afin de faciliter la mise en place de la procédure de dématérialisation, une aide technique est proposée et mise à disposition sur <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/emetteur-de-factures-electroniques>.

3.3.9 Délai global de paiement et intérêts moratoires

Conformément à l'article R2192-10 du Code de la commande publique, les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

Conformément aux articles R2192-31, R2192-32, R2192-35 et R2192-36, en cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

3.4 Pénalités

Les pénalités encourues par le titulaire de son fait ou du fait de ses sous-traitants dans l'exécution du chantier sont celles indiquées dans le tableau des pénalités du présent C.C.A.P.

Elles s'appliquent, sans mise en demeure préalable, en cas de non-respect des engagements contractuels, pour sanctionner l'inexécution ou l'exécution défectueuse des prestations résultant du marché.

3.4.1 Dérogations dans l'application des pénalités

Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG-Travaux, le titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1 000 € pour l'ensemble du marché.

Par dérogation à l'article 19.2.2 du CCAG-Travaux, le montant total des pénalités de retard peut excéder 10 % du montant total du bon de commande.

Toutes les pénalités sont cumulables. S'il y a relation de cause à effet entre deux pénalités, la pénalité la plus forte est prise en considération.

3.4.2 Pénalités pour retard dans l'achèvement des travaux

Lorsque le délai contractuel d'exécution des prestations est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, les pénalités fixées au tableau des pénalités ci-dessous.

Les pénalités sont appliquées sans mise en demeure préalable, sur simple confrontation de la date réelle de fin d'exécution des prestations et de la date d'expiration du délai fixé au marché subséquent.

Le compte des pénalités sera tenu à jour en cours de chantier, en fonction de l'avancement des travaux et retenu sur les situations correspondantes mensuelles ainsi que sur le décompte général et définitif le cas échéant.

Une retenue provisoire pourra être appliquée pendant le déroulement du chantier selon le délai contractuel de réalisation des travaux. Cette retenue provisoire pourra être levée si le retard est rattrapé et sans préjudice pour le pouvoir adjudicateur.

3.4.3 Pénalités pour retard dans la levée des réserves

Pour tout retard dans la réalisation des prestations dans le cas de « non levée des réserves » à la date imposée aux formulaires EXE de réception, procès-verbal et décision, une pénalité sera appliquée (cf. tableau des pénalités) par dérogation à l'article 19.2.3 du CCAG travaux.

En outre, le maître d'ouvrage peut faire exécuter les travaux nécessaires par une entreprise de son choix aux frais et risques du titulaire dans les conditions précisées à l'article 52.2 et suivant du CCAG Travaux.

**Accord-cadre 2025PATXBDC024 : Réalisation de divers travaux de second œuvre pour les besoins de l'Université
Toulouse Jean Jaurès**

PENALITES	OCCURRENCE	50 €	150 €	500 €
Retard d'exécution des prestations suivant le délai fixé au marché subséquent ou au bon de commande	Par jour ouvré au lendemain du délai fixé		X	
Retenue provisoire pour non achèvement de la prestation	Par jour ouvré au lendemain du délai fixé	X		
Retard dans la réalisation de prestations ayant fait l'objet de réserves par le maître d'ouvrage	Par jour ouvré au lendemain du délai fixé		X	
Retard dans la production de rapports, documents d'exécution, attestations d'assurance ou tout document exigé par le pouvoir adjudicateur	Par jour ouvré au lendemain du délai fixé	X		

3.4.4 Pénalités pour manquements au cahier des charges

Le tableau ci-dessous recense l'ensemble des pénalités applicables dans le cadre du présent accord-cadre.

PENALITES	OCCURRENCE	10 €	150 €	500 €
Non-respect des exigences techniques fixées au cahier des charges	Par jour ouvré à compter du constat et jusqu'à la levée des réserves		X	
Non-respect des dispositions de l'organisation de chantier (telles que mentionnées dans le C.C.T.P. ou le C.S.T.)	Par constat		X	
Non-respect des règles en vigueur en matière de sécurité	Par constat			X
Défaut de maintien du chantier en état de propreté ou défaut de remise en état des lieux (pénalité appliquée à la surface concernée exprimée m ²)	Par jour ouvré à compter du constat et jusqu'à exécution	X		
Non repliement des installations de chantier	Par jour ouvré à compter du constat et jusqu'à exécution		X	
Défaut de justification à l'absence de réponse à la demande du pouvoir adjudicateur dans le cadre des remises en concurrence pour les marchés subséquents	Par constat			X

3.4.5 Pénalités pour travail dissimulé

Conformément à l'article 93 de la loi N°2011-525 du 17 mai 2011, une pénalité peut être infligée au titulaire s'il ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 à L. 8221-5 du code du travail.

Le montant de cette pénalité est égal à 10 % du montant du contrat et ne peut excéder celui des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 du code du travail.

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10,0 % du montant TTC du marché.

**Accord-cadre 2025PATXBDC024 : Réalisation de divers travaux de second œuvre pour les besoins de l'Université
Toulouse Jean Jaurès**

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 du code du travail.

4. AUTRES DISPOSITIONS

4.1 Assurances

Par dérogation aux dispositions de l'article 8.1.3 du CCAG-Travaux, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 5 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

Il doit donc contracter :

- une assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil, garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux.
- une assurance au titre de la garantie décennale couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-1, 1792-2, 1792-4 et 1792-4-1 du Code civil ;
- une assurance au titre de la garantie biennale de bon fonctionnement couvrant les responsabilités résultant des principes de l'article 1792-3 du Code civil.

À tout moment durant l'exécution de la prestation, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de 8 jours à compter de la réception de la demande.

4.2 Résiliation de l'accord-cadre

4.2.1 Cas général

Le pouvoir adjudicateur pourra résilier le marché conformément aux articles L2195-1 à 6 du Code de la commande publique et en application des conditions de résiliation définies aux articles 49 à 53.2 du CCAG-Travaux.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R2143-3 et R2143-6 à R2143-10 du Code de la commande publique ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R1263-12, D8222-5 ou D8222-7 ou D8254-2 à D8254-5 du Code du travail conformément à l'article R2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Par dérogation à l'article 49.1 du CCAG-Travaux, en cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra pas d'indemnité au titre d'un préjudice éventuel.

4.2.2 Défaut de réponse aux consultations

Dans le cadre de l'invitation à présenter une offre pour l'attribution des marchés subséquents, l'Université Toulouse Jean Jaurès pourra prononcer, sans indemnisation, la résiliation de l'accord-cadre à l'égard de tout titulaire qui n'aurait pas donné suite, sans motif valable, à plus de 5 remises en concurrence sur une période d'un an.

4.2.3 Défaut de réponse aux consultations

En cas de travail dissimulé, le pouvoir adjudicateur pourra prononcer la résiliation du marché.

4.2.4 Résiliation aux frais et risques

En cas de résiliation de l'accord-cadre, prononcée aux torts du titulaire, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter, par un tiers, les prestations prévues par l'accord-cadre, aux frais et risques du titulaire. L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix de l'accord-cadre, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire, est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

4.2.5 Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

4.3 Modifications relatives au titulaire

4.3.1 Changement de dénomination sociale du titulaire

En cas de modification de sa dénomination sociale, le titulaire doit impérativement en informer le pouvoir adjudicateur par écrit et communiquer un extrait K bis mentionnant ce changement, dans les plus brefs délais.

4.3.2 Nouvelle entreprise née de la fusion ou de l'absorption du Titulaire

Le transfert du marché à la société née de la fusion ou de l'absorption de l'entreprise Titulaire ne peut s'opérer de plein droit sans agrément préalable du Pouvoir Adjudicateur.

Le titulaire doit en informer le Pouvoir Adjudicateur dans les plus brefs délais et produire l'ensemble des documents et renseignements suivants, concernant la nouvelle entreprise à qui le marché public est cédé :

- ✓ Une copie de l'acte de fusion ou d'absorption définitif déposé au greffe du Tribunal de Commerce territorialement compétent ;
- ✓ Une copie de l'annonce légale ;
- ✓ Les attestations fiscales et sociales ;
- ✓ Une attestation d'assurance « responsabilité civile professionnelle » en cours de validité établie par la compagnie d'assurance de l'entreprise et non par son courtier ;
- ✓ Le pouvoir de la personne habilitée à engager la société ;
- ✓ Un RIB pour les nouvelles coordonnées bancaires ;
- ✓ Un extrait Kbis original de moins de trois mois faisant apparaître la fusion - absorption de la société correspondante ;
- ✓ Les justifications de références identiques à celles demandées dans l'avis d'appel public

Accord-cadre 2025PATXBDC024 : Réalisation de divers travaux de second œuvre pour les besoins de l'Université Toulouse Jean Jaurès

à la concurrence et le règlement de la consultation au titulaire du marché public.

La cession du marché accepté par le Pouvoir Adjudicateur fera l'objet d'un avenant constatant le transfert du marché au nouveau titulaire.

4.4 Cession et nantissement de créances

Les créances résultant du présent marché peuvent être cédées ou nanties par le titulaire.

Conformément aux articles R2191-46, R2191-48, R2191-50, R.2191-51, R2191-52 et R2191-53 du Code de la commande publique, l'acheteur remet au titulaire, à sa demande, soit une copie de l'original du présent marché revêtue d'une mention dûment signée par lui indiquant que cette pièce est délivrée en unique exemplaire afin de lui permettre de céder ou de nantir des créances résultant ce marché, soit un certificat de cessibilité.

4.5 Règlement des litiges et langue

En cas de litige, seul le Tribunal administratif de Toulouse est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

4.6 Dérogations au CCAG-Travaux

Les dérogations aux CCAG-Travaux, explicitées dans les articles désignés ci-après du C.C.A.P., sont apportées aux articles suivants :

L'article du C.C.A.P.	... déroge à l'article du CCAG-Travaux
1.10.1	4.1
3.2.2.1	9.4.2 et 9.4.4
3.3.3	12.3.2, 12.3.4
3.3.4	12.4.2
3.4.1	19.2.1, 19.2.2
3.4.3	19.2.3
4.1	8.1.3
4.2.1	49.1